

# Collectif « Plus Jamais Ça 91 »

## La CGT de l'Essonne s'implique dans une action militante élargie

La liste encore provisoire des organisations membres de PJÇ91 évoque par sa variété l'idée de biodiversité. Les références et les premières actions montrent aussi un fonds commun évident. Les « Jours d'Après en Essonne » seront-ils une version actualisée des jours d'avant-Covid19 ou bien les sources d'un militantisme élargi ? Les voisins de pensée sont-ils nécessairement isolés dans leur lutte contre l'adversaire commun, un libéralisme destructeur de solidarité sociale et d'environnement ?



Le 9 novembre 2020 est la date de naissance par communiqué du collectif « Plus Jamais Ça 91 ! » en Essonne. « 15 organisations syndicales, associatives et collectifs s'engagent ensemble pour construire les Jours d'Après en Essonne », dit-il. « Alors que notre pays traverse une crise sanitaire, économique, environnementale et sociale historique, les vieilles antiennes néolibérales sont appliquées, pour continuer comme avant, en pire... ». La liste des méfaits est longuement décrite avant d'ouvrir le jeu. « Ce scénario désastreux, le même qui se joue depuis plus de 30 années, n'est pas une fatalité. Un autre scénario est possible et nécessaire. Depuis plusieurs mois, plus de 30 organisations se sont impliquées dans un front élargi et inédit pour construire ensemble ces réponses aux urgences sociales et écologiques ».

À l'origine, après une tribune et une pétition de 200 000 signatures, un « Plan de sortie de crise » est publié en mai 2020, avec 34 mesures sur les Services publics, la Santé, la fiscalité locale, l'arrêt de l'artificialisation des terres, la réorientation et

la relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services, et la création de territoires résilients pour s'adapter au changement climatique, etc. Sans application locale, on en reste aux proclamations. D'où, six mois plus tard, les 15 signatures du « Plus Jamais Ça 91 », qui devraient s'étoffer en 2021.

La manifestation du 28 novembre 2020 contre la loi « Sécurité globale » apporte une concrétisation rapide et un succès, renforcé le 5 décembre par une forte présence de la jeunesse. Le secrétaire général de l'UD CGT 91, Ollivier Champetier,

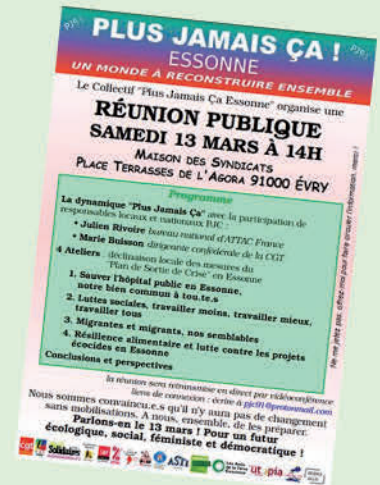
est interrogé dans la Voix Syndicale. La présence croissante de la CGT dans ces manifestations aux côtés d'associations non syndicales indique-t-elle une nouvelle forme de syndicalisme ?

« Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une nouvelle forme de syndicalisme. « Complémentarité » m'apparaît plus juste », répond l'intéressé. « Les associations et les collectifs d'individuels qui construisent des luttes au quotidien chacun de leur côté sont légion. Nous avons compris aussi que ce gouvernement a décidé de faire l'impasse sur la contestation sociale. Quand il dit « Ça n'est pas la rue qui commande », c'est clair. On sait ce qu'il faut faire. Toute l'histoire de la CGT montre l'universalité de nos actions et nous allons continuer. Les libertés, la santé, le bien-être, c'est politique, c'est universel et c'est notre domaine ».

Les nouveaux rassemblements pour les libertés du 30 janvier partout en France confirment la diversité des participants avec la coordination nationale :

« #StopLoiSécuritéGlobale ».

Les collectifs de journalistes, CGT, Soli-



naires, SAF, Attac et Les Amis de la Terre, sont là parmi d'autres et le collectif PJÇ 91 a appelé à un rassemblement le même jour à 10 heures, place des Droits de l'Homme à Évry.

La réunion publique du 13 mars est porteuse de forts symboles, puisqu'elle se tient à l'appel de PJÇ 91 à la Maison des Syndicats d'Évry-Courcouronnes, menacée de fermeture par le Conseil Départemental de l'Essonne, à direction Les Républicains. La participation de responsables nationaux d'Attac France et de Marie Buisson, dirigeante confédérale de la CGT, est aussi significative de la dimension qu'a rapidement acquise le collectif départemental. Au programme, la déclinaison locale avec quatre ateliers du « Plan de sortie de crise » : Santé et hôpitaux publics; Luttes sociales contre les plans de licenciements; Migrations et droits des étrangers; Environnement et artificialisation des sols.

### Les organisations

Liste des signataires au 10 novembre 2020: CGT 91, FSU 91, Solidaires 91, ATTAC N91, ATTAC Val d'Orge, ATTAC Sud-Essonne, Greenpeace Orsay, les Amis de la Terre Essonne, Syndicat des Avocats de France Essonne, LDH 91, Urgence Saclay, Comité de Défense des Hôpitaux N91, Aggl'Eau CPS, Assemblées Écologiques et Sociales, ASTI Les Ulis.

## SAF 91: les avocats au coeur du respect des libertés fondamentales

**Le Syndicat des Avocats de France (SAF) est membre de PJÇ 91. Son président, Nicolas Thomas Collombier, et Blandine Alexandre ont répondu ensemble à la Voix Syndicale.**

**LVS. La décision du SAF 91 d'adhérer à PJÇ 91 est-elle une déclinaison locale de l'adhésion du SAF national aux 34 propositions du Plan de sortie de crise ou bien tient-elle à une volonté plus ancienne de s'affirmer dans l'Essonne ?**

**NTC-BA.** Elle l'est également en raison de liens personnels avec le Président d'Attac France. Le SAF 91 a toujours été engagé dans les actions locales comme, par exemple, les manifestations contre la réforme des retraites ou celles contre la réforme de la justice. Le SAF 91 a ainsi participé au blocage du tribunal et aux manifestations locales.



Plus spécifiquement, le SAF 91 s'est mobilisé et se mobilise contre le box vitré

du tribunal qui porte atteinte à la présomption d'innocence et aux droits de la défense. En effet, le box vitré entrave

les échanges de la personne accusée avec son avocat et a pour conséquence de la présenter comme une personne déjà coupable.

**LVS. Comment voyez-vous l'utilisation des compétences et analyses des avocats avec celles d'organisations comme la CGT, les Amis de la Terre ou Solidaires ?**

**NTC-BA.** Les compétences des avocats peuvent être utilisées dans la rédaction des communiqués, dans la légalité des actions, dans l'évaluation des risques. Le SAF 91 peut apporter également son expertise dans la connaissance de la justice.

Au même titre que chacune des structures adhérentes au collectif, il peut faire remonter ses expériences du terrain. En raison de son activité, il est au cœur du respect des libertés fondamentales, des droits des femmes, des droits des étrangers, des droits des travailleurs et des droits des personnes incarcérées.

**LVS. Quelles sont selon vous les actions concrètes que pourrait mener PJÇ 91 dans l'année 2021 et sur quels sujets ?**

**NTC-BA.** Des actions liées à la justice en rejoignant notamment mais pas seulement des initiatives prises par le SAF 91. Le collectif PJÇ 91 pourrait également peser dans le débat public pour les prochaines élections départementales et régionales de juin 2021 et pour les présidentielles de 2022. Mais pour avoir un impact dans le débat public, l'un des défis serait de faire connaître les 34 propositions du Plan, en touchant un public plus large que les adhérents des organisations dudit collectif.

**LVS. Au-delà de la richesse éventuelle des débats internes, pensez-vous que la diversité d'opinions socio-économiques des membres de PJÇ 91 est un moteur ou un frein à des actions communes sur le terrain ?**

**NTC-BA.** C'est évidemment un moteur à la fois intellectuel mais également pratique dans la mise en œuvre d'actions, de colloques, de lieux de débats. Et comme dit si bien le proverbe, « Tout seul on va plus vite, ensemble on va plus loin ».

### Le cas Sanofi

C'est un cas d'école sur le traitement de l'actualité économique et sociale par PJÇ 91. Il est frappant de constater que les arguments, jusque là utilisés individuellement par les syndicats progressistes, deviennent ceux d'une communauté qui élargit le champ d'action.

« Dans le cadre de la journée d'action intersyndicale du 4 février, le collectif appelle à un rassemblement à 10h devant le site Sanofi de Chilly-Mazarin », annonce PJÇ 91 dans un tract, en donnant les raisons de sa présence. « Pas une journée ne se passe sans une nouvelle annonce de plan de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises ou restructurations et

réductions de services. L'annonce de 400 suppressions d'emploi de chercheur par le groupe Sanofi, qui depuis des années bénéficie d'aides publiques et ainsi se permet de verser pas moins de 4 milliards de dividendes à ses actionnaires en 2020.

Dans cette période de crise sociale et sanitaire que nous connaissons, nous sommes nombreux à nous interroger: pourquoi notre pays n'est-il pas en capacité aujourd'hui de produire son propre vaccin ? L'annonce faite par les laboratoires Pasteur de leur incapacité à trouver un vaccin interroge l'avenir et le passé sur les raisons pour lesquelles nous en sommes arrivés là. Alors que le territoire essonnien se veut le fer de lance de la recherche nationale, voire internationale avec le Plateau de Saclay, la crise Covid nous livre une lecture bien pessimiste des retombées de la recherche et développement si elle ne s'émancipe pas de la loi du profit.

Nous faisons face, dans cette période, aux conséquences d'années de casse de nos services et secteurs publics, avec pour les questions de santé, une mise en danger des populations.

Pour porter l'exigence d'un secteur pharmaceutique socialisé et répondant aux besoins sanitaires des populations, sous forme d'un pôle public incluant la recherche, le développement, la fabrication et la distribution des médicaments ! ».



Manifestation devant Sanofi Chilly-Mazarin ( Photo CGT)

## Attac 91 : « C'est la première fois qu'on se retrouve dans un arc-de-force aussi large... »

**Alban Mosnier, d'Attac 91, répond aux questions de la Voix Syndicale.**

**LVS. Quelles sont vos responsabilités ?**

**A.M.** Je suis porte-parole d'Attac Nord-Essonne, association qui me convient bien, car en plus d'être source de débat et de produire des analyses, elle milite pour la justice fiscale, sociale et écologique et conteste le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature. Une vingtaine

inédit. D'autant que le « Monde d'Après » qui se présentait ne faisait que prolonger le monde d'Avant, en pire.

Il nous paraissait en outre indispensable de relayer le travail élaboré au niveau national dans lequel Attac France est fortement impliqué, et de le porter localement dans notre département. Il faut dire aussi que c'est la première fois qu'on se retrouve dans un arc-de-force aussi



Alban Mosnier (au micro) avec Ollivier Champetier pendant une prise de parole publique à Évry (Photo CGT)

d'organisations, syndicales, associatives et collectifs, ont rejoint le collectif départemental Le fonctionnement de PJC 91 est collégial et les décisions sont prises de manière consensuelle.

**LVS. La décision d'Attac 91 d'adhérer à PJÇ 91 est-elle une déclinaison locale de la signature d'Attac aux 34 propositions du Plan de sortie de crise ou bien tient-elle à une volonté plus ancienne de s'affirmer dans l'Essonne ?**

**A.M.** J'avais tout d'abord été convaincu dès août 2019, à l'occasion du contre-G7 à Hendaye, de la nécessaire articulation entre les revendications sociales et les revendications écologiques, en assistant à la conférence-débat « Fin du monde, fin du mois, même combat » réunissant sur un même plateau le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez, le porte-parole de Solidaires Éric Beynel, le porte-parole d'Attac Aurélie Trouvé et le directeur général de Greenpeace Jean-François Julliard.

Alors, quand a émergé la dynamique nationale « Plus Jamais Ça » lors du premier confinement, il n'y a pas eu l'once d'hésitation à s'engouffrer dans cette brèche qui donnait corps à un large front

large, rassemblant syndicats, associations et collectifs pour poser les bases d'un « Monde d'Après » et mettre en œuvre concrètement des actions revendicatives communes sur le département. Nous organisons dans l'Essonne différentes mobilisations depuis 2019, transport par cars lors des manifestations parisiennes sur le projet de réforme des retraites fin 2019, campagne de signatures sur les marchés début 2020 pour le référendum sur la privatisation d'ADP, « promenade revendicative du 1<sup>er</sup> mai » sur plusieurs communes, larges rassemblements lors de la journée nationale d'actions du 16 juin pour l'Hôpital Public, 200 personnes à Orsay avec l'UL CGT des Uliis, affichage dénonçant les méfaits de l'E-commerce et d'Amazon en décembre... Depuis la création, nous privilégions les actions dans le cadre fédérateur de PJC 91.

**LVS. Attac a une réputation d'expertise économique et sociale. Quelle utilisation avec des organisations comme la CGT, les Amis de la Terre ou Solidaires ?**

**A.M.** C'est vrai que PJC 91 regroupe un large éventail d'organisations ayant leurs propres cultures, leurs champs d'investis-

sement privilégiés. C'est là où réside sa force, car elle peut développer une analyse pertinente sur une problématique complexe demandant un argumentaire socio-économique et environnemental. C'est le cas pour le projet de Data Center à Brétigny par Amazon dont les impacts sont multiformes, emplois, économie, environnement, données personnelles, etc, ou encore la nouvelle austérité budgétaire à grande échelle qui se prépare avec la dette Covid aux conséquences sociales catastrophiques sur les « premiers de corvée ». Attac pourra apporter son expertise sur l'impact macroéconomique de la réduction des dépenses publiques et monter qu'il existe d'autres alternatives reposant sur les politiques monétaires et fiscales.

**LVS. Quelles actions pourrait mener PJÇ 91 en 2021 et sur quels sujets ?**

**A.M.** L'actualité ne manque pas de sujets. On peut citer, sans ordre prioritaire, l'implantation du Data Center en partenariat avec d'autres collectifs, la santé et la destruction des hôpitaux publics, les plans de licenciement qui vont s'accélérer, la problématique des migrations sur le territoire, l'environnement et l'artificialisation des sols, ou encore les inégalités croissantes, l'accès au logement, les services publics, le démantèlement annoncé d'EDF, la Poste ou encore les transports.

**LVS. Pensez-vous que la diversité d'opinions socio-économiques des membres de PJÇ 91 est un moteur ou un frein à des actions communes sur le terrain ?**

**A.M.** La diversité des organisations composant PJC 91 favorise sans aucun doute l'échange entre cultures différentes, la prise de conscience de l'importance de certains sujets jusqu'alors inconnus ou minimisés, et l'émergence de débats fructueux. C'est à partir de ce croisement d'idées que les actions sont débattues collectivement. Ainsi, l'on pourra voir sur le terrain des militant.es - ou citoyen.nes moins engagé.es - écologistes, répondre à un appel pour une cause sociale, et inversement. Cette diversité permet en outre de mutualiser la préparation d'actions (comme la rédaction et la distribution de tracts), de multiplier la diffusion des alternatives proposées et des appels à actions via les différents réseaux (syndicaux, associatifs, sociaux) et d'amplifier les mobilisations.

(Propos recueillis par Gilbert Dubant)